

**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR***Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de fournitures

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION
RC ECLPN 2507**

version du 06-06-2025

Signalisation sonore et lumineuse**Date et heure limites de remise des plis et des échantillons****31/07/2025 à 12h00**

Textes de référence :

- Code de la commande publique en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Sommaire

Article 1 : Présentation de l'accord-cadre.....	3
1.1 : Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 : Cadre juridique.....	3
1.3 : Décomposition de l'accord-cadre.....	3
1.4 : Forme de l'accord-cadre.....	3
1.5 : Durée.....	4
1.6 : Étendue.....	4
Article 2 : Contenu du dossier de consultation (DCE).....	4
Article 3 : Conditions de participation.....	5
3.1 : Aptitude et capacités.....	5
3.2 : Application du règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022.....	5
3.3 : Non-interdiction de soumissionner à un marché public.....	5
3.4 : Groupement de candidats, cotraitance.....	5
3.5 : Délai de validité des offres.....	5
Article 4 : Composition de l'offre.....	6
4.1 : Pièces à fournir au titre de la candidature.....	6
4.2 : Pièces à fournir au titre de l'offre (pour chaque lot soumissionné).....	6
4.3 : Variantes.....	8
4.4 : Prestation supplémentaire éventuelle (PSE).....	8
4.5 : Unité monétaire utilisée.....	8
Article 5 : Modalité de remise d'une offre.....	8
5.1 : Remise des plis.....	8
5.2 : Dépôt des échantillons.....	9
5.3 : Remise d'une copie de sauvegarde.....	9
5.4 : Date limite de réception.....	10
Article 6 : Évaluation des offres.....	10
6.1 : Vérification des informations.....	10
6.2 : Vérification de la conformité.....	10
6.3 : Jugement des offres.....	10
6.3.1 Méthode d'évaluation du prix.....	11
6.3.2 Méthode d'évaluation de la valeur technique.....	12
6.3.3 Méthode d'évaluation du critère « performance environnementale ».....	13
6.3.4 Note finale.....	13
Article 7 : Vérification des informations relatives aux candidatures.....	13
Article 8 : Obligations du candidat retenu.....	14
Article 9 : Restitution et conservation des échantillons.....	14
Article 10 : Questions-modifications de détail du dossier de consultation.....	14
Article 11 : Renseignements complémentaires.....	15

ANNEXE 1 RC – Attestation sur l'honneur relative à la Russie

ANNEXE 2 RC – Cadre du mémoire technique et environnemental

MODIFICATIONS APPORTÉES EN COURS DE CONSULTATION		
Date	Objet de la modification	Articles

Article 1 : Présentation de l'accord-cadre**1.1 : Objet de l'accord-cadre**

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'équipements de signalisation sonore et lumineuse avec accessoires et pièces détachées destinés à équiper les véhicules des forces de sécurité intérieure aménagés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) et les services coordonnés listés en annexe n° 3 du CCAP.

Code de la consultation : (GM) 34.03.01 - Pièces détachées et accessoires véhicules terrestres

1.2 : Cadre juridique

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2, al. 1 du Code précité.

1.3 : Décomposition de l'accord-cadre

En application des dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est alloti. Il est composé de neuf lots listés ci-après :

N° de LOT	Intitulés
1	Gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène
2	Feux de pénétration
3	Projecteur de recherche
4	Plaque lumineuse
5	Kit pour véhicule banalisé
6	Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare
7	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe
8	Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable
9	Rampe lumineuse haute intensité

Les caractéristiques de chacun des lots sont détaillées au CCTP de l'accord-cadre. Un soumissionnaire peut être attributaire d'un seul ou de plusieurs lots.

1.4 : Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre, mono-attributaire par lot, donne lieu à la passation de marchés subséquents sans remise en concurrence tel que détaillé à l'article 7 du CCAP.

La liste des services habilités à passer un marché subséquent est jointe en annexe 3 du cahier des clauses administratives particulières.

Le titulaire de chaque lot s'engage à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions du présent accord-cadre et le cas échéant à communiquer tout complément conformément à l'article 7 du présent CCAP.

1.5 : Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

1.6 : Étendue

À titre indicatif, et sans que ceci n'engage l'administration, le montant estimé des commandes de chaque lot, ainsi que le montant maximum pour 48 mois, sont indiqués ci-dessous :

N° de LOT	Intitulés	Montants indicatifs en € <i>hors TVA pour 48 mois</i>	Montants maximums en € <i>hors TVA pour 48 mois</i>
1	Gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	210 000 €	600 000 €
2	Feux de pénétration	180 000 €	540 000 €
3	Projecteur de recherche	320 000 €	900 000 €
4	Plaque lumineuse	120 000 €	300 000 €
5	Kit pour véhicule banalisé	750 000 €	2 550 000 €
6	Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	1 000 000 €	3 000 000 €
7	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	300 000 €	900 000 €
8	Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	600 000 €	1 800 000 €
9	Rampe lumineuse haute intensité	100 000 €	300 000 €

Article 2 : Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE est exclusivement disponible sur la plateforme de dématérialisation des procédures de marchés de l'État, dite PLACE, à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Il peut être téléchargé gratuitement, soit anonymement, soit après inscription. La transmission des coordonnées du candidat est fortement recommandée. Seuls les candidats, qui se sont ainsi inscrits, ont communication des informations complémentaires apportées pendant la phase de publicité.

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

- la lettre de candidature – imprimé DC1 ;
- la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement – imprimé DC2 ;
- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires pour chacun des lots ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP 2507) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2507) et son annexe ;
- le présent règlement de consultation et ses annexes ;
- l'avis d'appel public à la concurrence ;
- les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation.

Article 3 : Conditions de participation**3.1 : Aptitude et capacités**

Les candidats doivent disposer de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

3.2 : Application du règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022

Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50 % par une entité établie sur ce territoire.

La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50 % par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10 % de la valeur de l'accord-cadre. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

Une déclaration sur l'honneur est annexée au présent règlement de consultation (*annexe 1*).

3.3 : Non-interdiction de soumissionner à un marché public

Les candidats ne doivent entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public, prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique. Ils doivent également être en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

3.4 : Groupement de candidats, cotraitance

Les candidats peuvent se présenter soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint dans les conditions fixées aux articles R.2142-19 à R.2142-24 du Code de la commande publique. Ils ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses cotraitants et le mandataire doit justifier des habilitations nécessaires permettant de représenter ces entreprises dès le dépôt de son offre. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature de l'accord-cadre, sauf cas particuliers prévus par l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

3.5 : Délai de validité des offres

Le délai, pendant lequel les candidats restent engagés par leur offre, est fixé à 6 mois à compter de la date limite de dépôt des plis.

À l'échéance de ce délai, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

Article 4 : Composition de l'offre

Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots de la consultation.

Les offres multiples, présentées par un même candidat, sont interdites. Conformément à l'article R.2151-6 du Code précité : « *si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Toute offre doit répondre aux exigences fixées par le cahier des charges du présent marché. Les candidats ont à produire un dossier complet.

4.1 : Pièces à fournir au titre de la candidature

Les pièces de la candidature sont les suivantes :

- **la lettre de candidature – imprimé DC1** propre à la consultation ou équivalent, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente. Cet imprimé intègre une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier que ce dernier n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement – imprimé DC2** propre à la consultation ou équivalent, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente, précisant :
 - x **au titre des capacités économiques et financières** : le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices disponibles **avec la part du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du lot soumissionné**. Les sociétés de création récente sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
 - x **au titre des capacités techniques et professionnelles** : la liste des principales références de contrats **en rapport avec l'objet du lot soumissionné**, exécutés sur les trois dernières années, indiquant les montants, dates et destinataires. À défaut de références, tout moyen de preuve que le candidat juge pertinent au regard de l'objet du marché. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

NOTA : conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, gratuit et administré par un organisme officiel ou par le biais d'un espace de stockage numérique gratuit.
À condition que figurent dans son dossier toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

4.2 : Pièces à fournir au titre de l'offre (pour chaque lot soumissionné)

Doivent être impérativement fournis au titre de l'offre :

- A) **l'acte d'engagement** complété et renseigné en totalité ;
- B) **le bordereau de prix du lot concerné** renseigné en totalité et signé de la personne habilitée à engager le candidat. [La trame ne doit pas être modifiée](#) ;

- C) **une description technique complète** précisant pour chacun des équipements constitutifs du lot ses caractéristiques techniques y compris le poids ;
- D) **Pour l'avertisseur sonore : l'offre est complétée par :**
- x le **document** mentionnant le numéro d'agrément, sous la forme T.P.POL.XX.XXX pour la Police Nationale et T.P.GEN.XX.XXX pour la Gendarmerie Nationale et SPO pour les sapeurs pompiers;
 - x **une préconisation de positionnement de l'avertisseur sonore** afin que celui-ci réponde à la réglementation en vigueur.
- E) **le cas échéant, les rapports complets d'homologations R10 et suivant les cas, R65** des équipements constitutifs du lot ainsi que tout élément permettant d'analyser la conformité aux prescriptions techniques du CCTP ;

F) de préférence **les plans déposés pour la ou les homologations traduits en français**

G) **les échantillons** des produits attendus au titre de l'offre :

Intitulés	Postes	Quantité	Fournitures
LOT N° 1 Gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	1	1	gyrophare fixe grand modèle
	2	1	gyrophare fixe petit modèle
LOT N° 2 Feux de pénétration	1	1	feux de pénétration
	2	1	Feux de balisage
LOT N° 3 Projecteur de recherche	1	1	Projecteur de recherche
LOT N° 4 Plaque lumineuse	1	1	Modèle « POLICE »
	2	1	Modèle « GENDARMERIE »
LOT N° 5 Kit pour véhicule banalisé	1	1	Kit banalisé complet (avertisseur sonore et gyrophare compris)
LOT N° 6 Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	1	1	Kit pour véhicule prioritaire pour gyrophare
LOT N° 7 Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	1	1	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe courte
LOT N° 9 Rampe lumineuse haute intensité	1	1	Rampe lumineuse

- H) **la présentation de la société détaillant le service après-vente et l'organisation logistique** (organisation interne pour le suivi des commandes : enregistrement, préparation, livraison, facturation, suivi des reliquats de commande etc) ;
- I) **l'attestation relative à la Russie** dûment complétée et signée. L'attestation jointe en annexe 1 du règlement de consultation peut être prise comme exemple ;
- J) **le cadre de mémoire technique décrivant la politique environnementale** sur les actions et initiatives mises en place notamment en matière de développement durable établie sur la base de l'annexe n° 2 au règlement de la consultation.

4.3 : Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes.

4.4 : Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) non obligatoire peut être proposée par les candidats pour les lots 1, 2, 3 et 7.

Le candidat peut proposer :

Intitulés des lots	N° LOT	N° Postes	Fournitures
Feux de pénétration	2	5	feux de pénétration de calandre « fumé »
Projecteur de recherche	3	2	adaptation à la commande vers un boîtier existant
Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	6	3	fonction public-adress avec message pré-enregistré
Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	7	5	panneau à message variable intégré dans la rampe
		6	Commande d'un projecteur de recherche
		7	Commande des fonctions via l'écran multimédia du véhicule
		8	fonction public-adress avec message pré-enregistré
Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	8	2	fonction public-adress avec message pré-enregistré

Ces produits doivent être conformes aux prescriptions du CCTP. Le soumissionnaire, qui soumet ces PSE, les chiffre au bordereau des prix unitaires du lot concerné. Les PSE seront retenues ou non lors de la notification de l'accord-cadre.

4.5 : Unité monétaire utilisée

Les soumissionnaires sont informés que les offres doivent être présentées en euro.

Article 5 : Modalité de remise d'une offre5.1 : Remise des plis

Toutes les pièces, hormis les échantillons, sont remises exclusivement sous forme de pli électronique déposé sur PLACE à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les documents sont à présenter aux formats suivants : .pdf, .doc, .xls, .odt, .ods, .jpg. L'emploi de codes actifs (formats exécutables, macros, ActiveX, Applets, scripts, xml...) n'est pas autorisé.

Pour l'utilisation de PLACE, les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation du site. En outre, ils sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test afin de s'assurer du bon fonctionnement de leur environnement informatique. La rubrique « aide » du site propose à cette fin plusieurs documents et informations.

Conformément à l'article R.2151-12 du CCP, tous les documents administratifs et techniques présentés par le soumissionnaire doivent, le cas échéant, être rédigés en langue française.

Les documents, rédigés dans une autre langue, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non-française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

5.2 : Dépôt des échantillons

Les candidats doivent fournir, à titre gratuit, à la personne publique les échantillons qui doivent strictement correspondre aux produits décrits dans leurs fiches techniques.

Les échantillons de tous les lots doivent être livrés fonctionnels. A défaut ils seront écartés et non analysés.

La livraison des échantillons incombe au candidat. Leurs conditionnements, présentés complets dans leur emballage, doivent permettre de préserver leur confidentialité par tout moyen et porter les mentions suivantes :

- Echantillon AOO 2507 – Signalisation sonore et lumineuse – LOT N° XXXX
- La raison sociale du candidat
- **NE PAS OUVRIR**
- **à l'attention du bureau des marchés publics de l'ECLPN**

Les échantillons doivent être déposés :

- soit par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale
Bureau des Marchés Publics
1 rue Faraday - BP 81600
87022 LIMOGES Cedex 09

- soit par porteur ou service de messagerie de type Chronopost, UPS, etc. à cette même adresse. Ils devront être déposés contre récépissé du lundi au vendredi de 8:00 à 11:30 et de 13:30 à 16:30 par tout moyen afin de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. **Au poste de garde, le transporteur devra demander que soit appelé le BMP au 05 55 10 50 50 ou 50 21.**

Pour rappel, aucune modification des échantillons ne peut être apportée à compter des date et heure limites de réception des offres citées en page de garde du présent règlement de consultation.

Ces échantillons feront l'objet de tests. Ils pourraient ne pas être rendus dans leur état initial. Aucune indemnité ne sera versée aux candidats.

5.3 : Remise d'une copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, en plus de leur pli dématérialisé, sur support papier ou sur support physique électronique. Cette copie de sauvegarde doit être une copie à l'identique du pli électronique.

Cette copie est adressée sous enveloppe cachetée portant obligatoirement :

- l'identification de l'entreprise soumissionnaire
- les mentions « **Copie de sauvegarde appel d'offres BMP – ECLPN 2507 LOT N° XXX – Ne pas ouvrir** »

Cette enveloppe est :

- soit adressée par voie postale en recommandé avec avis de réception à l'ECLPN dont les coordonnées figurent à l'article 5.2 ci-dessus ;
- soit déposée contre récépissé à l'ECLPN, les jours ouvrés (du lundi au vendredi inclus) de 8:00 à 12:00 et de 14:00 à 16:30 ; au poste de garde, demander que soit appelé le Bureau des marchés publics dont les coordonnées figurent à l'article 5.2 ci-dessus.

5.4 : Date limite de réception

Les date et heure limites de réception **des plis, des échantillons et de la copie de sauvegarde** figurent en page de garde du présent règlement de consultation.

Tout pli qui parvient au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt est considéré comme hors délai. Il est enregistré et non ouvert. Ce pli est conservé par l'administration. Les candidats sont informés par écrit du rejet de leur candidature et/ou de leur offre.

Article 6 : **Évaluation des offres**

6.1 : Vérification des informations

Les offres seront analysées avant les candidatures, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique.

Suivant l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, si l'acheteur constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée au titre de l'offre, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai identique pour tous. Ce délai est plafonné à dix jours.

À défaut de remise des pièces ou informations demandées dans le délai imparti, l'offre est rejetée.

6.2 : Vérification de la conformité

La conformité des offres sera examinée au regard des échantillons et des documentations techniques fournis par les candidats à l'appui de leur offre.

Les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une notation.

S'agissant des offres irrégulières, conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'administration peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Conformément à l'article R.2161-5, l'administration peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Seules les offres déclarées conformes seront par la suite évaluées au vu des documents et des échantillons fournis par les candidats.

6.3 : Jugement des offres

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectue, pour les offres conformes en se fondant sur une pluralité de critères.

Elles sont appréciées et notées en fonction des critères pondérés décrits dans le tableau suivant :

Critères pour tous les lots	Coefficients de pondération
N° 1 – Prix	50,00 %
N° 2 – Valeur technique (<i>Qualité du produit au vu des échantillons et des fiches techniques sur tous les lots</i>)	40,00 %
N° 3 – Performance environnementale (<i>actions et initiatives mises en place en matière de développement durable en lien avec l'objet du marché</i>)	10,00 %

6.3.1 Méthode d'évaluation du prix

Le prix retenu pour évaluer les offres correspond au montant en € hors TVA d'un « panier fictif » de commande calculé en fonction des tarifs mentionnés par les candidats dans les bordereaux des prix unitaires.

Le panier fictif de commande ci-dessous est indicatif et il est utilisé uniquement pour l'analyse du critère prix. :

Intitulés	Fournitures	Quantité
LOT N° 1 – Gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	gyrophare fixe grand modèle	5
	gyrophare fixe petit modèle	600
LOT N° 2 – Feux de pénétration	feux de pénétration	500
	Feux de balisage	50
LOT N° 3 – Projecteur de recherche	Projecteur de recherche	200
LOT N° 4 – Plaque lumineuse	Modèle « POLICE »	90
	Modèle « GENDARMERIE »	90
N° 5 – Kit pour véhicule banalisé	Kit de banalisation complète	50
	Kit de banalisation légère	40
N° 6 – Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare	Kit pour véhicule prioritaire	210
	Dispositif de commande fixe supplémentaire pour véhicule cellulaire	10
N° 7 – Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe courte	20
	Kit pour véhicule prioritaire avec rampe longue	20
	Dispositif de commande fixe supplémentaire pour véhicule cellulaire	10
N° 8 – Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	Kit de commande pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	15
N° 9 – Rampe lumineuse haute intensité	Rampe lumineuse	300

La note relative au critère prix, pour chaque lot, est attribuée selon la formule :
 $\text{coefficient de pondération} \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre évaluée})$

6.3.2 Méthode d'évaluation de la valeur technique

La valeur technique est évaluée sur 40 points au vu des échantillons et de la documentation technique fournis, en fonction du respect des caractéristiques mentionnées dans le cahier des charges. Les sous-critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre :

N° de lot et intitulés	Sous-critères d'évaluation et documents analysés	nombre maximal de points attribués
N° 1 – Gyrophare fixe et combiné gyrophare-sirène	<ul style="list-style-type: none"> • Classe du produit (classe 3 ou 4) • Montage DIN par le dessus <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
N° 2 – Feux de pénétration	<ul style="list-style-type: none"> • Facilité de programmation <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
N° 3 – Projecteur de recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Facilité et mise en œuvre de pointage <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
N° 4 – Plaque lumineuse	<ul style="list-style-type: none"> • Lisibilité des inscriptions de jour et de nuit <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
N° 5 – Kit pour véhicule banalisé N° 6 – Kit pour véhicule prioritaire avec gyrophare N° 7 – Kit pour véhicule prioritaire avec rampe	<ul style="list-style-type: none"> • Facilité d'intégration du boîtier de gestion et sa programmation <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
N° 8 – Kit pour véhicule prioritaire avec flèche relevable	<ul style="list-style-type: none"> • Taille et poids du kit <i>Descriptif technique</i>	10 pts
N° 9 – Rampe lumineuse haute intensité	<ul style="list-style-type: none"> • Puissance d'éclairage <i>Descriptif technique et échantillon</i>	10 pts
Tous les lots	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du produit, montage, démontage, entretien <i>Descriptif technique et échantillon sauf lot 8</i>	20 pts
Tous les lots	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité du service après vente <i>Mémoire de présentation de la société</i>	5 pts
Tous les lots	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité logistique <i>Mémoire de présentation de la société</i>	5 pts

Chaque sous-critère donne lieu à l'attribution d'une note. Le barème suivant s'applique :

Appréciations	nombre de points selon le critère	Documents analysés
Très satisfaisant	7 à 10 points	<i>Descriptif technique, rapports, plans, échantillons et mémoire de présentation de la société (points C, D, E, F, G et H listés à l'article 4.2 du RC)</i>
Moyennement satisfaisant	4 à 6 points	
Peu satisfaisant	0 à 3 points	

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule la non-conformité aux spécifications techniques du matériau principal de l'offre entraîne l'élimination de la totalité de l'offre.

La note de la valeur technique équivaut à la somme des notes obtenues pour chaque sous-critère. Si le candidat n'indique pas d'éléments précis dans les éléments remis, il peut obtenir la note de zéro.

6.3.3 Méthode d'évaluation du critère « performance environnementale »

Il s'agit d'apprécier la démarche engagée pour la bonne exécution de l'accord-cadre en vue de respecter les principes du développement durable visant à la limitation des impacts environnementaux hors obligations réglementaires ; cette démarche est analysée au regard des éco-procédés du prestataire détaillés dans le cadre de mémoire technique du candidat (*annexe n° 2 au présent règlement de la consultation – point J listé à l'article 4.2 du RC*).

thèmes d'évaluation	Note de 0 à 3	Note de 4 à 6	Note de 7 à 10
<ul style="list-style-type: none"> gestion, traitement et recyclage des déchets générés au cours de la réalisation des prestations utilisation d'emballages recyclables ou à base de matériaux renouvelables réparabilité du matériel utilisation de véhicules de livraison dit propres 	Réponse de l'entreprise jugée « très peu satisfaisante »	Réponse de l'entreprise jugée « satisfaisante »	Réponse de l'entreprise jugée « très satisfaisante »

À noter que l'absence éventuelle de réponse conduira à attribuer la note de zéro pour le sous-critère considéré.

6.3.4 Note finale

Les notes des critères sont additionnées sur 100 points.

Les soumissionnaires seront classés par ordre décroissant, en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée (celle qui obtient la note finale la plus élevée) sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

Article 7 : Vérification des informations relatives aux candidatures

Les candidatures, qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution de l'accord-cadre, sont éliminées.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si l'acheteur constate que des pièces, dont la production était réclamée au titre de la candidature, sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous au maximum de 10 jours.

Selon les éléments manquants ou incomplets, l'acheteur peut adresser la demande de régularisation dans le même temps que la demande des pièces attendues du futur attributaire (cf. article 8 ci après).

À défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le soumissionnaire, dont l'offre a été classée immédiatement après, sera sollicité.

Article 8 : Obligations du candidat retenu

S'il ne les a pas produits dans son offre, le futur attributaire de l'accord-cadre doit fournir dans un délai de 10 jours suivant la demande qui lui en sera faite, via la plateforme PLACE :

- l'acte d'engagement complété et signé ;
- le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de pouvoir, de signature, extrait K Bis, etc...) ;
- les fichiers 3D des produits ;
- le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- les attestations et les certificats des administrations sociales et fiscales justifiant qu'il a satisfait à ses obligations ;
- le candidat produit son numéro unique d'identification (n° SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1^{er} de l'article R.2143-13. S'il est étranger, il produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité pour l'exercice de l'activité.

Conformément à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration, le candidat retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

À défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le soumissionnaire, dont l'offre a été classée immédiatement après, sera sollicité

Article 9 : Restitution et conservation des échantillons

Le candidat non retenu dispose d'un délai de 2 mois, à compter de la notification du rejet de sa candidature ou de son offre, pour demander la restitution de son échantillon. Passé ce délai, l'échantillon est réputé appartenir à la personne publique.

L'acheminement retour de l'échantillon est à la charge du candidat.

L'échantillon de l'attributaire reste la propriété de la personne publique et est conservé durant les mêmes délais que les pièces contractuelles du marché.

Article 10 : Questions-modifications de détail du dossier de consultation

Les questions et demandes de renseignements relatives au cahier des charges doivent être déposées sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au plus tard six jours avant la date limite de remise des offres. Si une question est posée passé ce délai, aucune réponse ne pourra lui être apportée.

L'acheteur répond dans les mêmes délais et peut apporter, au plus tard sept jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Article 11 : Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement, **ne pouvant faire l'objet d'une question via la plateforme des achats de l'État**, les candidats s'adresseront à l'ECLPN – bureau des marchés publics :

téléphone : 05 55 10 50 21 ou 20 50 – courriel : eclpn-marches@interieur.gouv.fr